

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 41/077/2012
AILRC-FR
11 décembre 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL



Mexique. Amnesty International salue la libération de 56 personnes arrêtées durant les manifestations du 1^{er} décembre.

La remise en liberté de 56 personnes interpellées lors des manifestations organisées le 1^{er} décembre à l'occasion de l'investiture du président Enrique Peña Nieto est une avancée, s'est réjouie Amnesty International.

L'organisation demande aux autorités mexicaines de garantir le respect de la présomption d'innocence et du droit à une procédure équitable des 14 personnes maintenues en détention, qui sont accusées de participation aux violences intervenues durant le mouvement de protestation.

« La décision du juge d'ordonner ces remises en liberté est une preuve supplémentaire du fait que des arrestations arbitraires et d'autres abus ont été commis lors de l'intervention de la police le 1^{er} décembre », a indiqué Daniel Zapico, représentant d'Amnesty International au Mexique.

Pour l'organisation, il est fondamental qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sur les violations des droits humains perpétrées – recours excessif à la force, actes de torture et autres mauvais traitements, et arrestations arbitraires, notamment – et que les responsables présumés de ces actes soient traduits en justice.

« Les autorités ont l'obligation d'enquêter sur les actes de violence qui se sont produits le 1^{er} décembre, mais elles doivent le faire en respectant le droit de toutes les personnes privées de liberté de bénéficier d'une procédure régulière et équitable. Amnesty International est profondément préoccupée par le fait que 56 personnes ont été arrêtées sans élément de preuve solide et accusées d'infractions graves. L'organisation va suivre de près les procédures judiciaires en cours contre les 14 personnes toujours détenues. On ne peut pas défendre la loi en la foulant aux pieds », a conclu Daniel Zapico.

Complément d'information

Les manifestations du 1^{er} décembre ont été émaillées d'incidents. Aux actes violents commis par certains manifestants, certains membres de la police ont répondu en faisant un usage excessif de la force. Des policiers, des manifestants, des journalistes et de simples passants ont été blessés lors de ces violences. À Mexico, au moins 97 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles 70 ont été maintenues en détention pendant huit jours sous l'accusation d'atteinte à l'ordre public en bande organisée.

Le 9 décembre, 56 d'entre elles ont été remises en liberté ; 14 demeurent emprisonnées.

À Guadalajara, 25 personnes ont été interpellées, puis libérées quelques heures plus tard.

Amnesty International a recueilli plus de 30 000 signatures pour sa pétition demandant qu'une enquête soit menée sur les informations faisant état de violations des droits humains commises par les forces de sécurité lors des manifestations, et que le droit à une procédure équitable soit respecté pour les personnes maintenues en détention. La pétition se trouve sur www.alzatuvoz.org/1diciembre.